

SOMMAIRE

Page 1

Au cœur des territoires.
Le CNAM, là où on l'attend.

Page 2

Le préfet bouc émissaire.
L'ADAS est sympathique.

Page 3

NCI élargit son territoire.
Brèves.

Page 4

Le "I-Day 2019".
Pas facile de rapprocher les aéroports.

Le CNAM, là où on l'attend...

Présidé par Jean-Dominique Wagret et dirigé par Gilles Maléfan, le CNAM Normandie couvre un large champ de compétences dans tous les secteurs d'activité et pour toutes les fonctions de l'entreprise : management, travail et société, économie, gestion, informatique, sciences industrielles...

- Avantage n°1 : il donne à chacun la possibilité de se former à tout moment de son parcours professionnel, de toutes les façons possibles : hors temps de travail, en alternance, en formation ouverte et à distance.

- Avantage n°2 : il est présent là où on l'attend. Par exemple, à Caligny, près de Flers, il a mis en place avec l'institut Lemonnier, une formation, à la carte, intitulée "licence professionnelle métiers de l'industrie et mécatronique" pour répondre aux besoins industriels du territoire. C'est la Région, le Département et la Communauté d'agglomération qui lui ont demandé de venir.

À noter : le CNAM Normandie, c'est plus de 1400 étudiants, 5 centres d'enseignement (Caen, Rouen, Le Havre, Vernon, Elbeuf) et 13 spécialités de Bac à Bac+5. Le CNAM s'appuie aussi sur 4 instituts de formation, comme Intechmer, et 28 écoles partenaires.

“Au cœur des territoires.”

• Dieppe, Cherbourg et Saint-Lô.

Maire de Dieppe, Nicolas Langlois ne cache pas sa satisfaction. Le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), qui dispense des formations supérieures, va installer une antenne dans sa ville. *“C'est une excellente nouvelle pour notre territoire, dit-il, Dieppe a tout d'une grande et nous avons eu raison de nous battre pour obtenir cette ouverture de nouvelles formations supérieures...”*

- Le maire fait ici référence à l'appel à manifestation d'intérêt, intitulé “Au cœur des territoires”, lancé par le CNAM, dans le cadre du programme national “Action Cœur de Ville”, porté par l'État et grandement financé par la Banque des Territoires.

Précisément : les ministres du Travail, de l'Enseignement supérieur et de la Cohésion des territoires viennent de présenter les 55 premiers lauréats du programme : Dieppe en fait partie, Cherbourg et Saint-Lô aussi.

• Le CNAM, sur le terrain.

“Au cœur des territoires” a été lancé en janvier dernier par Olivier Faron, administrateur général du Cnam.

Trois objectifs :

- Accompagner la transformation des compétences et des métiers.
- Donner à chacun les clés de son parcours professionnel.
- Et fournir des solutions adaptées aux enjeux économiques et sociaux de chaque bassin d'emploi, en particulier ceux qui sont éloignés des centres universitaires.

En Normandie, les besoins sont nombreux, on l'a vu lors de la mise en place des “Territoires d'industrie” Jean Sellier, président du “Pays de l'Aigle” ne disait-il pas, en avril dernier, *“en priorité, on va lancer une étude sur notre écosystème afin de créer une plate-forme emploi”*. Partout, l'adéquation “emploi/formation” est montrée comme une priorité ;

- *“À Dieppe, Saint-Lô et Cherbourg, nous allons commencer par analyser les besoins locaux, explique Gilles Maléfan, le directeur du CNAM Normandie, puis nous élaborerons avec nos partenaires le programme des formations, nous accueillerons les étudiants à la rentrée 2020”*.

- D'autres villes normandes sont intéressées, comme Argentan qui a commencé à travailler sur le sujet.

Mon commentaire : le CNAM valorise ici sa souplesse d'adaptation, son savoir-faire “formation” et son “intelligence territoriale”. À l'écoute des salariés, des besoins des entreprises et des élus locaux, il est le point d'appui qui permet de fédérer tous les acteurs publics et privés concernés et d'apporter une réponse de proximité aux défis de l'enseignement supérieur professionnel. Les Normands l'ont bien compris : “le CNAM existe, on aurait tort de s'en priver”, c'est ce qu'on entend dans plusieurs bassins d'emploi.

Le préfet bouc émissaire.

"Le Préfet 76 demande de mettre les vaches à l'abri. Mais comme il n'y a pas de danger, mes enfants peuvent jouer dans l'herbe. Je ne comprends rien". C'est Arnaud Daudruy, l'expresident du MEDEF Normandie, qui a publié ce post sur les réseaux sociaux, le 2 octobre. Et le lendemain, Paris-Normandie faisait sa "une" sur Lubrizol avec une seule question : "Qui croire ?" Tout est dit.

- Oui, la parole de l'État est décrédibilisée. Comme le disait Thomas Legrand sur France Inter, le 3 octobre, "en quelques années, on est passé de la suspicion à la défiance, et de la défiance à la certitude du mensonge". Tous les services publics, tous les scientifiques, tous les experts sont aujourd'hui visés.

- C'est vrai que le préfet Durand s'est exprimé froidement et maladroitement. On lui reproche ses affirmations définitives, son peu d'empathie et le "tout va bien braves gens". L'escadrille de ministres qui s'est déplacée pour corriger le tir n'a pas suffi, la transparence ne crée plus la confiance.

- Comme le disait encore Thomas Legrand "une spirale de la défiance s'est mise en place, alimentée par les réseaux sociaux et par des responsables de partis ou d'associations qui ont compris que la seule parole crédible est celle qui met en cause le gouvernement, coupable par essence..."

• C'est facile.

À Rouen, des voix s'élèvent déjà pour réclamer le départ du préfet, gageons qu'elles vont se multiplier. À l'approche des municipales, de nombreux candidats ne vont pas résister à la tentation de danser autour du pilori : toutes les crises compliquées ont besoin d'un bouc émissaire facile.

- Mais attention, quand on veut être un élu de la République, il est dangereux d'alimenter une crise de confiance généralisée dont on risque bien de faire les frais quand on sera en responsabilité. Le bouc émissaire n'a jamais été une solution.

En attendant, le Gouvernement met en cause Lubrizol : "l'entreprise est responsable et devra tout payer" ; si on en reste là, ça va laisser beaucoup de traces... pas seulement de combustion.

• La mise en convergence des actions.

Au même moment, dans le cadre de leur démarche d'animation territoriale des politiques de l'emploi et de la formation, l'État et la Région portent des actions de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences sur les territoires en demande. Ce fut le cas, le 11 septembre dernier, à Thury-Harcourt (14) où ils se sont retrouvés pour présenter les résultats de l'étude prospective réalisée sur l'évolution de l'emploi dans les territoires de Cingal-Suisse-Normande et Pays-de-Falaise.

- Deux secteurs prioritaires ont été identifiés : le commerce-tourisme sur l'intercommunalité de Cingal-Suisse-Normande, l'industrie sur l'intercommunalité du Pays-de-Falaise.

Les partenaires vont maintenant choisir les actions à mettre en œuvre en matière d'orientation et de formation afin de produire les compétences attendues par les entreprises des deux bassins d'emploi.

- De son côté, Hervé Morin ne s'arrête pas là. Aujourd'hui même, il sera près de Gournay-en-Bray pour faire le point sur la mise en œuvre des actions emploi-formation décidées par la Région et l'intercommunalité en avril dernier. Pour lui, l'approche locale est une priorité, ce qu'il fait pour Gournay mérite évidemment d'être dupliqué.

Mon commentaire : tout cela est bien. Mais comment ne pas souhaiter la mise en convergence de toutes ces actions pour gagner en efficacité ? Répétons-le, le CNAM est un point d'appui "formation supérieure" qui permet de rassembler tous les acteurs au plus près du terrain : "on aurait tort de s'en priver".

Départements de l'Axe Seine.

L'ADAS est "sympathique", mais insuffisante.

Devenu sénateur, Pascal Martin se désengage des responsabilités "périphériques" qu'il exerçait en qualité de président du Département 76.

- Il vient de passer la main à Marie-Christine Cavecchi, son homologue du Val d'Oise, pour animer et piloter l'ADAS, l'Association des Départements de l'Axe Seine qu'il présidait depuis 2 ans.

Ça ne peut pas faire de mal.

Créée en 2016, l'association regroupe les 6 départements de la vallée (des Hauts-de-Seine au Calvados) afin de valoriser, notamment, le tourisme fluvial. Cette action est positive, elle a le mérite d'exister, mais est-elle à la hau-

Et pendant ce temps-là...

• Christophe de Balorre recrute des médecins.

Pour lutter contre la désertification médicale, Christophe de Balorre, président du CD 61, met en place un Centre départemental de santé qui agira en complémentarité de l'offre libérale existante.

- Le Département veut recruter rapidement 15 médecins généralistes, une première étape pour combler les vides.

À savoir : les premiers embauchés par le Conseil départemental intégreront le premier Centre territorial de santé de l'Orne au Mêle-sur-Sarthe.

• Hervé Morin forme des aides-soignants.

Bien que la santé ne soit pas une compétence obligatoire de la Région, Hervé Morin vient d'annoncer l'ouverture de 101 places supplémentaires en formation aide-soignant à la rentrée 2019. Objectif : répondre au besoin de renforcement des services d'accompagnement médico-social en Normandie.

À noter : la politique "santé" de l'institution se renforce chaque année ; c'est notamment le cas pour la création des PLSA (Pôles de Santé Libéraux et Ambulatoires) dans les territoires "en demande", la Région soutient désormais ces créations à hauteur de 100 000 €, on le voit dans un grand nombre de contrats de territoire.

Joël Bruneau, "Monsieur Plus".

C'est parti, le maire de Caen lance sa campagne des municipales, avec "Réussir Caen Ensemble", son comité de soutien.

- Pour commencer, l'association va organiser 4 rencontres avec les habitants : "une ville encore plus dynamique", "une ville encore plus citoyenne", "une ville encore plus durable", "une ville encore plus solidaire". On le voit, quand il imagine Caen en 2030, Joël Bruneau devient "Monsieur Plus".

À noter, la première rencontre se tiendra, le 8 octobre de 19 h à 20 h 00, au pôle de vie des quartiers, place Champlain.

Satisfecit à Pascal Lehongre.

Maire de Pacy-sur-Eure de 2001 à 2017, Pascal Lehongre a été remplacé par Jean-Jacques Cholet lorsqu'il a succédé à Sébastien Lecornu comme président du Département de l'Eure.

- La Chambre régionale des comptes vient de publier son rapport d'observation sur la gestion de Pacy, depuis 5 ans, un rapport en forme de satisfecit.

- Citation : "la situation financière de Pacy est saine, avec un résultat net de 1,2 million d'euros en 2018, une capacité d'autofinancement en progression et un endettement en diminution et ne présentant pas de risque particulier. Conjuguée au dynamisme de ses bases fiscales, elle a permis à la commune de ne pas augmenter les taux des impôts locaux entre 2014 et 2018..."

Commentaire : difficile de faire mieux. Tout cela n'a pas empêché Pacy de réaliser des opérations importantes (le pôle multimodal, le pôle culturel et la construction de logements pour la gendarmerie...). Pascal Lehongre peut sourire.

Marc Andreu Sabater.

Maire de Vire depuis 2014 et président de l'Intercom de la Vire au Noireau, Marc Andreu Sabater n'est pas encore officiellement candidat à sa succession en mars 2020, mais il s'y prépare. Il veut notamment consolider l'action de Vire Normandie, la commune nouvelle créée en 2016. Il aura face à lui Pascal Martin, candidat d'Agir.

teur des enjeux stratégiques de l'Axe Seine ? Bien sûr que non. Les Départements font ce qu'ils peuvent, avec ce qu'ils ont : c'est mieux que rien.

De fait, la vallée de la Seine est surtout l'affaire :

- de l'État : mais l'action du préfet Philizot patine depuis plusieurs mois,
- des Régions Normandie et Ile-de-France : mais Hervé Morin est dans l'expectative, tandis que Valérie Pécresse affiche d'autres priorités.
- des Métropoles : mais Paris, Rouen et Le Havre sont aujourd'hui absorbées par la préparation des municipales.

Le rôle des Départements est donc "périphérique".

Périphériques ? Pas forcément...

Ils ont beaucoup à faire pour la GEMAPI, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, un dossier stratégique.

- Il y a 10 jours, le Département de la Seine-Maritime a approuvé la création du "Syndicat mixte de gestion de la Seine Normande" qui va coordonner l'action GEMAPI de l'État, des départements 27 et 76, et des 10 EPCI situés entre Vernon et Le Havre. C'est une première étape.

- Et il n'est pas interdit de penser que le nouvel outil permettra de structurer une action élargie aux autres départements de la vallée : Les Hauts de Seine, les Yvelines, le Val d'Oise et le Calvados. C'est stratégique.

Mon commentaire : il ne serait pas étonnant que Bertrand Bellanger, qui va bientôt remplacer Pascal Martin à la tête du CD.76, assume personnellement la présidence du nouveau syndicat mixte en regardant en direction de la Seine parisienne ; l'ADAS est sympathique, mais insuffisante.

Capital investissement.

Avec Biodis, NCI continue d'élargir son territoire.

Acteur majeur du capital investissement en Normandie depuis 20 ans, NCI élargit de plus en plus son territoire pour trouver de bons projets à financer. Après les Hauts de France et l'Ile-de-France, elle intervient désormais en Bretagne.

- Avec BNP Paribas et Bpifrance, NCI vient ainsi d'entrer au capital de Biodis afin de faciliter le rachat de l'entreprise par sa directrice générale Myriam Jourdan. Basé à Noyal-Châtillon-sur-Seiche dans la périphérie rennaise, Biodis (CA. 38 M€, eff. 57) est un grossiste de produits certifiés biologiques.

Et pendant ce temps-là...

• L'atlas de la vallée.

Nouveau et intéressant. Géographe à l'université de Rouen, Arnaud Brennetot vient de publier aux Éditions Autrement, « L'Atlas de la vallée de la Seine, de Paris à la mer ». L'ouvrage permet de faire le point sur les atouts et handicaps de l'Axe Seine, un état des lieux utile à tous les acteurs publics.

À noter : l'Atlas a été rédigé en partenariat avec la Délégation interministérielle au développement de la vallée de la Seine, les régions Ile-de-France et Normandie et l'association Paris Seine Normandie.

• L'équipe de Lamri Adoui.

Réélu président de Normandie Université en juillet dernier, Lamri Adoui vient de constituer sa nouvelle équipe. Elle est composée de 13 personnes.

- Huit vice-président(e)s : Hélène Bouraïma-Lelong (offre de formation), Olivier Boyer (moyens), Pierrick Gandolfo (formation doctorale), Annie-Claude Gauthier (stratégie de recherche), Alban Gautier (documentation), Thierry Heynan (vie étudiante), Arthur Le Coz (étudiants), Loïk Lhôte (numérique).

- Deux vice-président(e)s délégué(e)s : Carin Cléren (développement durable), Mathieu Luet (entrepreneuriat).

Enfin : Sylvie Dorange, DGS, et Christine Canet, Normandie Valorisation.

Associations et Territoires.

Secrétaire général d'Associations et Territoires Normandie, Philippe Thillay vient de lancer une série de rencontres locales pour sensibiliser les citoyens et les futurs élus locaux au rôle important des associations dans la vie et le développement des territoires.

- Ça a commencé le 3 octobre au Havre, ça se terminera le 3 décembre à Elbeuf.
- À partir du mois de janvier, Associations et Territoires mettra à la disposition des candidats qui le souhaitent ses propositions au service des territoires. C'est important, car les acteurs associatifs, l'oreille collée au terrain, entendent les "murmures de la vie collective" que d'autres n'entendent pas forcément.

Mon commentaire : Philippe Thillay pense que les associations sont des "réseaux-ressources" qui participent à l'élaboration des réponses collectives aux grandes questions : l'emploi et la précarité, les jeunes, la vieillesse et la santé, l'amélioration du cadre de vie, et l'attractivité. À Rouen, certains rendez-vous ont été ratés comme la COP 21 local, pour gérer l'après-Lubrizol, les associations ont des propositions à faire..



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Mon commentaire : NCI dispose de plus de 220 M€ sous gestion, déjà partiellement investis, avec environ 60 entreprises actuellement en portefeuille. C'est positif. Mais force est de constater que le territoire normand n'est plus suffisant pour assurer sa pérennité, même s'il reste son camp de base. La question de son ancrage régional est posée, notamment par ceux qui rappellent l'existence de Normandie Participations, créée par la Région.

Le "I-Day 2019" pour les forts potentiels.

Le 17 octobre prochain à Rouen, au Village By CA, Normandie Participations organisera le "I-Day 2019", le rendez-vous des investisseurs en Normandie. Les entreprises sélectionnées dans le cadre de l'appel à candidatures lancé au début de l'été par la région pourront présenter leur projet ; il s'agit d'entreprises "à fort potentiel" recherchant entre 300 000 et 3 000 000 €.

Rappel : Normandie Participations est un fonds de co-investissement généraliste qui veut répondre aux besoins des entreprises régionales en articulant l'action des acteurs financiers existants.

aeroports-normandie.fr

Pas facile de rapprocher les aéroports normands.

Aussitôt après son élection à la tête de la Région, Hervé Morin avait indiqué qu'il voulait mettre en réseau les aéroports normands pour éviter les concurrence inutiles, valoriser les complémentarités et gagner en efficacité. Il rêvait alors d'une autorité aéroportuaire unique, pilotée par la Région en faisant souvent référence au modèle breton.

- Finalement, confronté au "patriotisme local" des différentes plates-formes, soutenues par leurs intercommunalités de proximité, il n'a créé qu'une association loi 1901 afin de faciliter le dialogue entre les Caennais (Carpique fonctionne bien), les Deauvillais (la plate-forme se modernise), les Havrais et les Rouennais (qui ne jouent pas dans la même cour de récréation).

- Mais encore faut-il avoir du grain à moudre. "Aéroports de Normandie", c'est le nom de l'association, vient d'annoncer le lancement d'un nouveau site internet permettant de présenter les 50 destinations proposées au départ de la Normandie. C'est bien, mais c'est peu.

- On est encore loin de la stratégie affichée, notamment pour le développement du trafic aérien commercial à des prix compétitifs et pour mutualiser "certaines fonctions au sein des 4 plates-formes". Pas facile

À savoir : 445 000 passagers ont été enregistrés en 2018 en Normandie.

Et pendant ce temps-là...

• La bonne bière de la région.

Le message est clair : la Région accompagne tous les créateurs de richesses et d'activité, dans tous les domaines, car ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières. Et Hervé Morin fait feu de tout bois pour y parvenir.

Dernier exemple en date, il vient de confirmer son soutien à la structuration et au développement de la filière brassicole, à l'occasion de l'inauguration de la 1^{re} malterie artisanale normande, à Saint-Martin des Entrées (14). Les brasseries normandes étaient 6 en 2012, ils sont désormais plus de 80.

• Doudeville-Yerville mutualise la fibre.

Nouveau et intéressant. L'action concertée de la CCI Rouen Métropole et de la CC de Doudeville-Yerville (76) a permis de rassembler 11 entreprises privées et 3 institutions publiques qui ont ainsi obtenu leur raccordement à la fibre à des conditions intéressantes.

AJ Phone, l'opérateur retenu, a réalisé un diagnostic chez les intéressés pour leur proposer une réponse globale, mais adaptée aux besoins de chacun. Les coûts d'étude, de raccordement et d'abonnement ont été mutualisés.

Commentaire : cette démarche de mutualisation, portée par la CCI et l'EPCI, est une réponse adaptée pour les territoires "éloignés de la THD".